



Assemblée générale

Distr. générale
13 décembre 2005
Français
Original: arabe

Soixantième session

Point 58 a) de l'ordre du jour

Formation et recherche : Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche

Rapport de la Deuxième Commission*

Rapporteur : M. Abdulmalik **Alshabibi** (Yémen)

I. Introduction

1. La Deuxième Commission a tenu un débat de fond sur le point 58 a) de l'ordre du jour (voir A/60/494, par. 2). Elle s'est prononcée sur l'alinéa a) à ses 32^e, 35^e et 36^e séances, le 23 novembre et les 9 et 13 décembre 2005. L'examen de ce point par la Commission est consigné dans les comptes rendus analytiques correspondants (A/C.2/60/SR.32, 35 et 36).

II. Examen des projets de résolution A/C.2/60/L.39 et A/C.2/60/L.56

2. À la 32^e séance, le 23 novembre 2005, le représentant de la Jamaïque, au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres du Groupe des 77 et de la Chine, a présenté un projet de résolution intitulé « Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche » (A/C.2/60/L.39), qui se lit comme suit :

« *L'Assemblée générale,*

Rappelant ses résolutions 51/188 du 16 décembre 1996, 52/206 du 18 décembre 1997, 53/195 du 15 décembre 1998, 54/229 du 22 décembre 1999, 55/208 du 20 décembre 2000, 56/208 du 21 décembre 2001, 57/268 du 20 décembre 2002, 58/223 du 23 décembre 2003 et 59/252 du 22 décembre 2004,

* Le rapport de la Commission sur cette question sera publié en trois parties, sous la cote A/60/494 et Add.1 et 2.



Prenant note du rapport du Secrétaire général,

Prenant acte des travaux du Conseil d'administration de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche sur le fonctionnement de celui-ci,

Notant les progrès continus accomplis par l'Institut dans ses divers programmes et activités, notamment le renforcement de la coopération avec d'autres organismes des Nations Unies et avec des institutions régionales et nationales,

Exprimant sa gratitude aux gouvernements et aux organismes privés qui ont apporté des contributions financières et autres à l'Institut ou lui en ont annoncé,

Prenant note de la légère amélioration de la situation financière de l'Institut et exprimant sa gratitude à ceux qui y ont contribué,

Notant cependant que l'essentiel des contributions à l'Institut est versé au Fonds "Dons à des fins spéciales" plutôt qu'au Fonds général, soulignant la nécessité de trouver un juste équilibre, et notant également que la participation des pays développés aux programmes de formation dispensés à New York et à Genève est en hausse,

Notant également que l'Institut s'autofinance, sans recevoir aucune subvention du budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies, et dispense gratuitement des cours de formation à des diplomates et à des représentants accrédités auprès du Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York et des Offices des Nations Unies à Genève, Vienne et Nairobi,

Notant en outre les divers programmes de formation de l'Institut en cours, notamment ceux qui ont trait au développement durable,

Rappelant que les activités de formation devraient se voir accorder un rôle plus visible et plus important à l'appui de la gestion des affaires internationales et dans l'exécution des programmes de développement économique et social des organismes des Nations Unies, y compris ceux qui concernent l'accès aux services de base,

1. *Réaffirme* l'importance d'une approche coordonnée, à l'échelle du système des Nations Unies, de la recherche et de la formation, fondée sur une stratégie efficace et cohérente et une répartition judicieuse des tâches entre les institutions et organes compétents;

2. *Réaffirme également* l'utilité de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche, compte tenu de l'importance croissante de la formation dans le système des Nations Unies et des besoins des États dans ce domaine, et l'intérêt des activités de recherche liées à la formation menées par l'Institut dans le cadre de son mandat;

3. *Se félicite* des progrès réalisés dans l'instauration de partenariats entre l'Institut et d'autres institutions et organismes des Nations Unies en ce qui concerne leurs programmes de formation et, à cet égard, souligne qu'il faut développer et élargir encore la portée de ces partenariats, en particulier au niveau des pays;

4. *Prie* le Conseil d'administration de l'Institut de continuer de veiller à la répartition géographique équilibrée et équitable et à la transparence dans l'élaboration des programmes et dans l'emploi d'experts, et souligne, à cet égard, que les cours de l'Institut devraient être axés principalement sur les questions touchant le développement et l'administration des affaires internationales;

5. *Engage de nouveau* tous les gouvernements, en particulier ceux des pays développés, et les institutions privées qui n'ont pas encore apporté de contributions financières ou autres à l'Institut à lui fournir un appui généreux, financier et autre, et demande instamment aux États qui ont cessé de lui verser des contributions volontaires d'envisager de revenir sur leur décision, compte tenu des progrès qui ont été réalisés dans la restructuration et la revitalisation de l'Institut;

6. *Encourage* le Conseil d'administration à envisager de diversifier davantage les lieux où l'Institut organise ses manifestations et d'y inclure les villes hôtes des commissions régionales, en vue de promouvoir une plus grande participation et de réduire les coûts;

7. *Souligne* la nécessité de trouver rapidement une solution aux problèmes touchant les loyers, les frais de location et les coûts d'entretien de l'Institut, compte tenu de sa situation financière, en vue de les résoudre promptement;

8. *Encourage* le Conseil d'administration de l'Institut à poursuivre ses efforts pour remédier à la situation financière critique de l'Institut, en particulier pour élargir sa base de donateurs et augmenter encore les contributions au Fonds général;

9. *Engage* le Conseil d'administration de l'Institut à finir rapidement de mettre en œuvre les recommandations du Comité des commissaires aux comptes concernant l'exercice biennal 2002-2003;

10. *Prie* le Secrétaire général de lui rendre compte à sa soixante-deuxième session de l'application de la présente résolution, notamment en lui donnant des détails sur l'état des contributions à l'Institut et sur sa situation financière, et décide d'examiner, à cette même session, la fréquence à l'ordre du jour de la question intitulée "Formation et recherche". »

3. À la 35^e séance, le 9 décembre, la Commission était saisie d'un projet de résolution intitulé « Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche » (A/C.2/60/L.56), soumis par le Rapporteur, Abdulmalik Alshabibi (Yémen), à l'issue de l'examen en consultation officieuse du projet de résolution A/C.2/60/L.39.

4. À la même séance, la Commission a décidé de renvoyer à la séance suivante l'examen du projet de résolution.

5. À la 36^e séance, le 13 décembre 2005, la Commission a été informée que le projet de résolution n'avait pas d'incidences sur le budget-programme.

6. À la même séance, le Vice-Président, Juraj Koudelka (République tchèque), a corrigé oralement le paragraphe 11, en le remplaçant par le texte suivant :

« *Invite* le Secrétaire général, après avoir consulté le Conseil d'administration de l'Institut conformément à l'article XI du Statut de

l'Institut, à examiner s'il est souhaitable de modifier l'alinéa j) du paragraphe 2 de l'article V du Statut, de façon que le rapport du Secrétaire général puisse être soumis au Conseil économique et social plutôt qu'à l'Assemblée générale, et à inclure ses conclusions dans son rapport à l'Assemblée générale à sa soixante-deuxième session. »

7. Toujours à la même séance, la Commission a adopté le projet de résolution A/C.2/60/L.56 tel que corrigé oralement (voir par. 10).

8. Après l'adoption du projet de résolution, le représentant de la Turquie a fait une déclaration (voir A/C.2/60/SR.36).

9. En raison de l'adoption du projet de résolution A/C.2/60/L.56, le projet de résolution A/C.2/60/L.39 a été retiré par ses auteurs.

III. Recommandation de la Deuxième Commission

10. La Deuxième Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution suivant :

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 51/188 du 16 décembre 1996, 52/206 du 18 décembre 1997, 53/195 du 15 décembre 1998, 54/229 du 22 décembre 1999, 55/208 du 20 décembre 2000, 56/208 du 21 décembre 2001, 57/268 du 20 décembre 2002, 58/223 du 23 décembre 2003 et 59/252 du 22 décembre 2004,

Prenant note du rapport du Secrétaire général¹,

Prenant acte des travaux du Conseil d'administration de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche sur le fonctionnement de celui-ci,

Notant les progrès continus accomplis par l'Institut dans ses divers programmes et activités, notamment le renforcement de la coopération avec d'autres organismes des Nations Unies et avec des institutions régionales et nationales,

Exprimant sa gratitude aux gouvernements et aux organismes privés qui ont apporté des contributions financières et autres à l'Institut ou lui en ont annoncé,

Prenant note de la légère amélioration de la situation financière de l'Institut et exprimant sa gratitude à ceux qui y ont contribué,

Notant cependant que l'essentiel des contributions à l'Institut est versé au Fonds « Dons à des fins spéciales » plutôt qu'au Fonds général, soulignant la nécessité de trouver un juste équilibre, et notant également que la participation des pays développés aux programmes de formation dispensés à New York et à Genève est en hausse,

Notant également que l'Institut est financé par des contributions volontaires et qu'il dispense gratuitement des cours de formation à des diplomates et à des représentants accrédités auprès du Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York et des Offices des Nations Unies à Genève, Vienne et Nairobi,

Notant en outre les divers programmes de formation de l'Institut en cours, notamment ceux qui ont trait au développement durable,

Rappelant que les activités de formation devraient se voir accorder un rôle plus visible et plus important à l'appui de la gestion des affaires internationales et dans l'exécution des programmes de développement économique et social des organismes des Nations Unies,

1. *Réaffirme* l'importance d'une approche coordonnée, à l'échelle du système des Nations Unies, de la recherche et de la formation, fondée sur une stratégie efficace et cohérente et une répartition judicieuse des tâches entre les institutions et organes compétents;

2. *Réaffirme également* l'utilité de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche, compte tenu de l'importance croissante de la formation dans le système des Nations Unies et des besoins des États dans ce domaine, et

¹ A/60/304.

l'intérêt des activités de recherche liées à la formation menées par l'Institut dans le cadre de son mandat;

3. *Se félicite* des progrès réalisés dans l'instauration de partenariats entre l'Institut et d'autres institutions et organismes des Nations Unies en ce qui concerne leurs programmes de formation et, à cet égard, souligne qu'il faut développer et élargir encore la portée de ces partenariats, en particulier au niveau des pays;

4. *Prie* le Conseil d'administration de l'Institut de continuer de veiller à la répartition géographique équilibrée et équitable et à la transparence dans l'élaboration des programmes et dans l'emploi d'experts, et souligne, à cet égard, que les cours de l'Institut devraient être axés principalement sur les questions touchant le développement et l'administration des affaires internationales;

5. *Engage de nouveau* tous les gouvernements, en particulier ceux des pays développés, et les institutions privées qui n'ont pas encore apporté de contributions financières ou autres à l'Institut à lui fournir un appui généreux, financier et autre, et demande instamment aux États qui ont cessé de lui verser des contributions volontaires d'envisager de revenir sur leur décision, compte tenu des progrès qui ont été réalisés dans la restructuration et la revitalisation de l'Institut;

6. *Encourage* le Conseil d'administration à envisager de diversifier davantage les lieux où l'Institut organise ses manifestations et d'y inclure les villes hôtes des commissions régionales, en vue de promouvoir une plus grande participation et de réduire les coûts;

7. *Souligne* la nécessité de résoudre promptement les problèmes touchant les loyers, les frais de location et les coûts d'entretien de l'Institut, compte tenu de sa situation financière, comme le Secrétaire général l'a recommandé dans son rapport¹;

8. *Encourage* le Conseil d'administration de l'Institut à poursuivre ses efforts pour remédier à la situation financière critique de l'Institut, en particulier pour élargir sa base de donateurs et augmenter encore les contributions au Fonds général;

9. *Engage* le Conseil d'administration de l'Institut à finir rapidement d'appliquer les recommandations du Comité des commissaires aux comptes concernant l'exercice biennal 2002-2003²;

10. *Prie* le Secrétaire général de lui rendre compte à sa soixante-deuxième session de l'application de la présente résolution, notamment en lui donnant des détails sur l'état des contributions à l'Institut et sur sa situation financière;

11. *Invite* le Secrétaire général, après avoir consulté le Conseil d'administration de l'Institut conformément à l'article XI du Statut de l'Institut, à examiner s'il est souhaitable de modifier l'alinéa j) du paragraphe 2 de l'article V du Statut, de façon que le rapport du Secrétaire général puisse être soumis au Conseil économique et social plutôt qu'à l'Assemblée générale, et à inclure ses conclusions dans son rapport à l'Assemblée générale à sa soixante-deuxième session.

² Voir A/60/113, sect. IV.G.